Trois façons de pratiquer le journalisme d'investigation

Les journalistes remplissent une fonction essentielle. Par leur travail d'investigation, ils révèlent des pratiques contraires à la loi ou à la morale ; ils dénoncent et contribuent à une société plus respectueuse notamment des droits humains. Mais cette activité d'investigation nécessite de la patience, du courage, des moyens. Comme cette activité dérange des individus, des organisations ou même des États, elle fait prendre des risques, y compris pour sa vie. D'où une évolution des pratiques : du journalisme indépendant, parfois casse-cou, à des pratiques plus collectives au niveau d'une rédaction, voire à des pratiques collaboratives à l'échelle mondiale où les médias peuvent mobiliser des moyens à la hauteur de leurs cibles, aussi secrètes et dangereuses soient-elles.

1/ Il y a les journalistes rattachés à une rédaction

Le journaliste est ici salarié d'une entreprise de presse. Il bénéficie de moyens et d'une certaine sécurité matérielle, mais il a des comptes à rendre à son employeur. Il peut bénéficier d'une relative autonomie, d'autant plus forte que l'entreprise de presse n'est pas liée à des intérêts économiques ou politiques.

L'histoire des grandes enquêtes journalistiques nous fournit de nombreux exemples. Citons Nellie Bly (1864-1922), du *New York World*, pionnière du journalisme d'investigation ; Bob Woodward et Carl Bernstein, du *Washington Post*, qui ont révélé l'affaire du Watergate ; l'équipe Spotlight, du *Boston Globe*, qui a travaillé sur les pratiques pédophiles de prêtres à Boston et sa région…

Nellie Bly est également connue pour avoir réalisé un tour du monde, seule, en 72 jours, fin 1889-début 1890, pour battre Phileas Fogg, le héros du *Tour du monde en quatre-vingts jours* de Jules Verne.

Dans ce contexte, les journalistes réservent l'exclusivité de leurs enquêtes à l'entreprise de presse qui les emploie. Aujourd'hui, celle-ci va chercher à valoriser le plus possible les enquêtes, d'où une diversification des supports (par exemple, journal papier et/ou en version numérique, site Internet et réseaux sociaux…). Et si d'autres médias peuvent mentionner les informations exclusives dévoilées, en mentionnant la source initiale, c'est encore mieux !

En fonction du contrat qui les lie à leur employeur, les journalistes peuvent exploiter leurs travaux dans un second temps. L.Munro (alias Nellie Bly) publie *Ten Days in a Mad-House* (1887) suite à son immersion « clandestine » à l'institut psychiatrique pour femmes de Blackwell's Island Hospital de New York. De même, Bob Woodward et Carl Bernstein publient *Watergate – Les Hommes du président* (chez Robert Laffont pour l'édition française, 1974) et *Les Derniers jours de Nixon* (chez le même éditeur, 1976). Plus tard, Bob Woodward consacre également un ouvrage à son « informateur » : *Gorge profonde – La véritable histoire de l'homme du Watergate* (Denoël pour l'édition française, 2005).

CÉAS de la Mayenne, 29 rue de la Rouillère, 53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34 – Mél. secretariat@ceas53.org – Site internet : www.ceas53.org

2/ Il y a ceux qui travaillent tout seuls…

Le journaliste est ici « indépendant ». Cette situation n'exclut pas des collaborations régulières avec telle ou telle entreprise de presse. Ce statut présente l'avantage d'une grande autonomie, mais elle a aussi des inconvénients majeurs : des moyens matériels moindres, des revenus plus incertains, une avance de fonds avec une incertitude quant au retour sur investissement, une durée d'enquête parfois très longue comme le journaliste indépendant travaille seul… En outre, le travail d'un journaliste indépendant, même très rigoureux et irréprochable, peut pêcher par manque d'enrichissement collaboratif… Quand des enjeux très lourds sont en jeu, il s'expose plus sûrement à des risques judiciaires ; parfois le risque peut être plus radical encore.

Ce qui est essentiel pour le journaliste indépendant, c'est le succès que suscite la diffusion de son enquête. Il y a l'enjeu de la médiatisation autour de son travail. Pour le journaliste indépendant, le retour sur investissement peut passer par le recours à divers supports : livre ou BD, articles de presse, film documentaire ou de fiction, conférences…

L'exemple français le plus significatif est sans doute celui de Denis Robert, ancien journaliste de *Libération* (1983-1995), qui s'est lancé dans une périlleuse enquête sur la chambre de compensation financière Clearstream (1999-2002). Sa « curiosité » lui a valu une dizaine d'années de procédures judiciaires au sein de plusieurs pays.

Mais l'affaire Clearstream est aujourd'hui révélée grâce à divers supports réalisés par Denis Robert, et pour certains avec un ou plusieurs collaborateurs :

- ✓ Livres : *Révélation$* (Les Arènes, 2001) ; *La Boîte noire* (Les Arènes, 2002) ; *Clearstream, l'enquête* (Les Arènes et Julliard, 2006).
- ✓ Bandes dessinées : *L'Affaire des affaires* (4 tomes, dessins de Laurent Astier et Yan Lindingre – L'intégrale, Dargaud, 2015).
- ✓ Films documentaires (avec Pascal Lorent), *Les Dissimulateurs* et *L'Affaire Clearstream racontée à un ouvrier de chez Daewoo* (2002).
- ✓ Cinéma : *L'Enquête*, de Vincent Garenq (2015), avec Gilles Lellouche.

D'autres journalistes indépendants français ont publié un travail d'enquête qui a eu un réel retentissement. On peut citer :

- ✓ Inès Léraud qui publie un album avec le dessinateur Pierre Van Hove : *Algues vertes – L'histoire interdite* (éd. Delcourt et La Revue dessinée, 2019), plusieurs fois primé.

Martin Boudot enquête sur les grands scandales environnementaux dans le monde : contamination des fleuves, pollution de l'air, radioactivité, exploitation illégale des ressources, déchets toxiques...

- ✓ Valentin Gendrot, *Flic – Un journaliste a infiltré la police* (Goutte d'or, 2020).
- ✓ Martin Boudot, *Toxic – Produits chimiques : nos enfants en danger*, avec Antoine Dreyfus (Les Arènes, 2016) et *Toxic Bayer* (Plon, 2020). Il est également connu comme réalisateur de films documentaires.
- ✓ Victor Castanet, *Les Fossoyeurs – Révélations sur le système qui maltraite nos aînés* (Fayard, 2022 ; J'ai Lu, version poche, augmentée d'un complément d'enquête, 2023)…
- ✓ Nicolas Legendre, *Silence dans les champs* (Arthaud, 2023).

3/ Il y a maintenant le journalisme collaboratif mondial…

Seule, une entreprise de presse ne peut pas aujourd'hui s'attaquer aux « grosses affaires », lesquelles ont souvent des ramifications dans la planète entière. D'où la mise en place d'une mutualisation des moyens à l'échelle internationale. Cela permet de décupler les moyens humains et matériels en réunissant des ressources, notamment, en informatique, en droit, en langues étrangères… Cela offre une sécurité physique aux journalistes : difficile d' « éliminer » des centaines de journalistes localisés en divers pays !

Site Internet de l'Icij (en anglais) : https://www.icij.org/

- **Le Consortium international des journalistes d'investigation (Icij)**

Créé en 1997, il a son siège à Washington. Huit Français font partie de l'équipe technique de l'Icij. Sept journalistes en sont membres, dont trois du *Monde* et deux autres de Mediapart. Voici les principales affaires traitées par l'Icij, très largement relayées par ses médias partenaires (mais « boudées » par leurs concurrents) :

- ✓ 2013 : « Offshore Leaks » sur les propriétaires de comptes en banque dans les paradis fiscaux (corruption, fraude fiscale…).
- ✓ 2014 : « Luxembourg Leaks » sur les accords fiscaux avantageux conclus avec le fisc luxembourgeois par de grandes entreprises comme Apple, Amazon, Pepsi, Ikea...
- ✓ 2015 : « SwissLeaks » sur un système international de fraude fiscale et de blanchiment d'argent mis en place par la banque britannique HSBC à partir de la Suisse.
- ✓ 2016 : « Panama Papers » sur le *« plus gros scandale d'évasion fiscale »* (à partir de plusieurs millions de documents du cabinet panaméen Mossack Fonseca).
- ✓ 2017 : « Paradise Papers » à partir d'une fuite massive de documents issus notamment du cabinet d'avocats Appleby, aux Bermudes, spécialisé dans les activités offshore.
- ✓ 2018 : « Implant Files » sur un scandale sanitaire mondial lié aux dégâts causés par des prothèses et implants médicaux.
- ✓ 2019 : « China Cables » sur la politique de répression et de détention par la Chine, au Xinjiang, contre la population ouighoure.
- ✓ 2020 : « FinCEN Files » sur des transactions suspectes par certaines des plus grandes banques du monde, entre 1997 et 2017 (blanchiment d'argent…).
- ✓ 2021 : « Pandora Papers » sur les paradis fiscaux, à partir de documents issus de quatorze cabinets spécialisés dans la création de sociétés offshore.
- ✓ 2022 : « The Ericsson List » sur le financement de l'organisation État islamique par le géant de la télécommunication, Ericsson, afin de continuer à travailler en Irak.
- ✓ 2022 : « Uber Files » sur l'entreprise américaine Uber et ses stratégies d'influence pour se développer (y compris en France).
- ✓ 2025 : l'enquête « Coin Laundry » porte sur le blanchiment d'argent sale via les cryptomonnaies. L'enquête a révélé que de grandes plateformes de cryptomonnaies ont facilité, dans le monde entier, le transfert de milliards de dollars liés au blanchiment d'argent, aux escroqueries financières, aux arnaques en ligne, au trafic de drogue, au piratage informatique, à la traite d'êtres humains...

- **Le réseau EIC (European Investigative Collaborations)**

EIC est un réseau européen d'investigation journalistique créé en 2015-2016 par neuf membres fondateurs : l'hebdomadaire *Der Spiegel* en Allemagne, le quotidien *Le Soir* en Belgique, le site Mediapart en France, l'hebdomadaire *Falter* en Autriche, le quotidien *El Mundo* en Espagne, l'hebdomadaire *L'Espresso* en Italie, l'hebdomadaire *Newsweek Serbia* en Serbie, *Politiken* au Danemark, et le site The Black Sea en Roumanie. Le réseau s'est ensuite élargi à divers partenaires, dont le *NRC Handelsblad* aux Pays-Bas.

EIC a publié une première enquête en mars 2016 consacrée au commerce des armes et en particulier aux filières d'armes des terroristes actifs en Europe de l'Ouest. En décembre 2016, le réseau est à l'origine des « Football Leaks », révélations sur l'argent des joueurs, clubs et agents du monde du football (fraude fiscale, contournement des règles financières, corruption des instances dirigeantes…).

En mai 2017, EIC publie les « Malta Files », révélations sur les structures d'optimalisation fiscale basées à Malte. Fin septembre 2017, le réseau a entamé la publication des « Secrets de la Cour », révélations sur les agissements « discutables » du premier procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno Ocampo (en poste de 2003 à 2012).

Depuis 2018, le réseau a épinglé le groupe de luxe Kering (François-Henri Pinault) pour ses pratiques d'optimisation fiscale, notamment avec sa filiale italienne Gucci. Plus récemment, à titre d'illustration, les « Abu Dhabi Secrets » révèlent comment la société de renseignement privée suisse Alp Services a été engagée par le gouvernement des Émirats arabes unis pour espionner les citoyens de dix-huit pays en Europe et au-delà… L'enquête de « DiamVille » révèle comment les mercenaires russes de Wagner pillent et exportent des diamants centrafricains vers l'Europe via la Belgique, tout en les commercialisant à une clientèle mondiale…

Le réseau EIC réunit désormais une douzaine de médias européens et, selon les dossiers, jusqu'à une centaine de journalistes d'investigation.

EUROPEAN INVESTIGATIVE COLLABORATIONS

Site Internet de l'EIC (en anglais) : https://eic.network/

- **Le collectif « Forbidden Stories »**

« Partout dans le monde, déclare le collectif, *des journalistes sont menacés, arrêtés ou tués. Car des groupes criminels, des entreprises ou des gouvernements veulent faire taire leur travail et empêcher la publication des histoires sur lesquelles ils enquêtent »*. Dès lors, Forbidden Stories s'est donné une mission : contourner la censure en publiant ces enquêtes.

Pour y parvenir, le collectif propose à chaque journaliste travaillant sur une enquête sensible et se sentant menacé, de pouvoir sécuriser ses informations grâce à un moyen de communication chiffré. S'il arrive quelque chose à ce journaliste, le collectif sera en mesure de terminer son enquête et de la publier largement grâce à son réseau collaboratif de médias internationaux.

« En protégeant et continuant le travail des journalistes qui ne peuvent plus enquêter, ajoute le collectif, *nous souhaitons envoyer un signal fort aux ennemis de la liberté de l'information : même si vous parvenez à arrêter un messager, vous n'arriverez pas à arrêter le message »*.

Forbidden Stories a été créé en 2017 par Laurent Richard, journaliste français, producteur de télévision et réalisateur de documentaires.

Pour illustrer le travail réalisé par le collectif, on peut évoquer le projet « Story Killers ». En 2017, la journaliste Gauri Lankesh est assassinée à Bangalore (Inde). Cinq ans plus tard, Forbidden Stories a décidé de poursuivre son travail sur la désinformation. Le collectif a réuni un consortium d'une centaine de journalistes issus de trente médias, dont la cellule d'investigation de Radio France, pour enquêter sur cette industrie de la désinformation qui est parfois utilisée aujourd'hui comme une arme.

Pendant plus de six mois, en Inde, en Amérique latine, en Europe et ailleurs, les journalistes ont *« décortiqué les rouages de ce marché dérégulé en plein essor, composé de véritables mercenaires et d'officines qui, partout dans le monde, proposent leurs services aux plus offrants, menaçant la liberté d'expression et la démocratie »* (Radio France).

Site internet (en français) : https://forbiddenstories.org/fr/

Cette enquête a notamment dévoilé que BFM TV a diffusé des informations fournies par une agence de désinformation israélienne dirigée par des anciens de l'armée et des services secrets…

Avec en France le concours du *Monde* et de Radio France, le projet « Pegasus » est peut-être parmi les enquêtes collaboratives les plus célèbres de Forbidden Stories. Associé à l'expertise informatique de l'ONG Amnesty International, l'enquête a révélé en juillet 2021 que onze États ont espionné des journalistes, opposants politiques, militants des droits de l'homme, chefs d'État… au moyen du logiciel espion Pegasus édité par l'entreprise israélienne NSO Group.

Plus récemment, en juin 2024, puis en mars 2025, Forbidden Stories a enquêté sur le ciblage des journalistes palestiniens par l'armée israélienne (« Gaza Project »).

- **The Outlaw Ocean Project**

Créé en 2019 par le reporter Ian Urbina, The Outlaw Ocean Project est un collectif de journalistes, à but non lucratif, basé à Washington, qui réalise des enquêtes d'investigation sur les droits de l'homme, le travail et les préoccupations environnementales sur les deux tiers de la planète recouverts par de l'eau. Son activité se distingue non seulement par son objectif en lien avec la mer, mais également par la manière dont les reportages sont menés et distribués. Aux États-Unis, le collectif publie ses articles dans divers médias, notamment *The New Yorker*. Les reportages sont également traduits dans une demi-douzaine de langues et diffusés à l'étranger en partenariat avec des dizaines de journaux, magazines, radios et télévisions étrangers – notamment *Le Monde* en France.

Pour atteindre un public plus jeune et plus international, l'organisation exploite des plateformes autres que l'information, en collaborant avec des artistes pour convertir les reportages sous d'autres formes telles que la musique, l'animation, l'art mural, la performance sur scène et le podcast.

Parmi d'autres, des enquêtes racontent, d'une part, le coût humain de la pêche massive au calamar pratique par la Chine et, d'autre part, comment le travail forcé imposé par Pékin à la minorité ouïgoure touche toute la chaîne d'approvisionnement en produits de la mer, jusqu'aux supermarchés aux États-Unis ou en France.

Cette dernière enquête est publiée dans *Le Monde* du 11 octobre 2023 (« Les Ouïgours, forçats du poisson surgelé »). Les auteurs précisent leur méthode : *« Avec une équipe de recherche, nous avons examiné quantité de données sur la question : des centaines de pages de lettres d'information internes d'entreprises chinoises, des informations diffusées par les médias locaux, des*

données commerciales, ainsi que des images satellites. Nous avons également visionné des milliers de vidéos postées en ligne (…) qui montrent des travailleurs du Xinjiang ; nous avons vérifié que l'essentiel d'entre eux s'étaient initialement enregistrés au Xinjiang et avons demandé à des spécialistes d'étudier les langues employées dans ces vidéos. Nous avons aussi fait appel à des enquêteurs pour visiter certaines usines »…

Site Internet : https://www.theoutlawocean.com/